

MALAKOFF HUMANIS MUTUELLE
FORMULAIRE DE CANDIDATURE
AUX FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR

ATTENTION !
Date limite de réception :
7 avril 2026

IDENTITÉ ¹	
NOM :	Nom de naissance :
Prénom :	
Sexe : ☐ Femme ☐ Homme	
Date de naissance [jj/mm/aaaa] :	
COORDONNÉES	
Adresse postale personnelle ¹ :	Téléphone :
N° Voie :	Adresse électronique ² :
Complément :	_____@_____
CP : VILLE :	
PAYS :	
ENGAGEMENT ET CONSENTEMENT	
Je soussigné(e) déclare présenter ma candidature aux fonctions d'administrateur au Conseil d'administration de Malakoff Humanis Mutuelle. Je m'engage, si je suis élu(e), à faire preuve d'assiduité, à respecter la confidentialité et le secret des délibérations, et à me former de manière continue. Fait à : Le ¹ : Signature ¹ :	

ATTENTION !

Si vous souhaitez recevoir le dossier de candidature par courrier ou par message électronique, vous pouvez en faire la demande, au plus tard le 26 mars 2026, à l'adresse MHM.delegates@malakoffhumanis.com.

Le dossier de candidature est constitué obligatoirement :

- du formulaire de candidature (Pièce N°1)
- d'un CV (selon le modèle fourni par la Mutuelle) (Pièce N°2)
- d'un extrait de casier judiciaire n°3, daté de moins de 3 mois,
Vous pouvez effectuer votre demande sur le site Internet du Casier judiciaire national : casier-judiciaire.justice.gouv.fr
- d'une déclaration de non-condamnation relative au I de l'article L.114-21 du Code de la mutualité (Pièce N°3)
- d'une déclaration sur l'honneur de non-condamnation et d'honorabilité en application de la position de l'ACPR du 19 décembre 2019 (Pièce N°4)

Le dossier de candidature pourra être accompagné d'une déclaration de candidature (Pièce N°5).

Chacun des documents constituant le dossier doit obligatoirement être daté et signé.

Le dossier de candidature est à retourner complet à la Mutuelle, soit :

- par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante
Malakoff Humanis Mutuelle – Elections
Direction des Instances – Mme HOTON Mélissa
141 rue Paul Vaillant Couturier, 92240 Malakoff
- par recommandé électronique avec avis de réception, soit via le site en ligne de La Poste, soit via un prestataire de service de confiance qualifié (cf. <https://cyber.gouv.fr/decouvrir-les-solutions-qualifiees>) à l'adresse : MHM.delegates@malakoffhumanis.com
- remis en mains propres contre récépissé au Président de la Mutuelle ou remis en mains propres contre récépissé à tout salarié de la Direction des Instances, en charge de l'élection au siège administratif de la Mutuelle, 141 rue Paul Vaillant Couturier, 92240 Malakoff

Toute candidature incomplète ou parvenue à la Mutuelle après le 7 avril 2026 minuit sera déclarée irrecevable.

¹ **Champs obligatoires – Attention : Le défaut de réponse aux champs ou à l'ensemble des champs d'une rubrique présentant un caractère obligatoire ne permet pas l'examen du dossier, considéré incomplet. – Toute candidature incomplète sera déclarée irrecevable**

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les données relatives à l'adresse postale et à la date de naissance seront spécifiquement utilisées afin de s'assurer de la qualité d'adhérent du candidat lors de la phase d'appel à candidatures.

² L'adresse électronique renseignée sera utilisée pour la gestion de votre acte de candidature dans le cadre des élections des administrateurs du Conseil d'administration de MHM.

Le curriculum vitae et la déclaration de candidature seront communiqués à tous les électeurs dès lors que le candidat y aura expressément consenti, dans le respect des règles sur la protection des données personnelles. La ville et le département de résidence et l'âge du candidat à la date de l'élection figureront sur le matériel de vote.

Les informations sont traitées par MHM, responsable du traitement, afin d'organiser l'appel à candidatures en vue des élections des administrateurs du Conseil d'administration de MHM. Elles sont destinées exclusivement aux membres habilités du personnel du responsable du traitement et, le cas échéant, à son prestataire en charge du système de vote électronique et sont conservées pendant le strict délai nécessaire à la finalité susvisée pour laquelle elles sont collectées.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement de vos données et de décider du sort de celles-ci, post-mortem. Vous disposez également d'un droit de vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière et de limiter le traitement dont vous faites l'objet dans les limites fixées par la loi. Ces droits peuvent être exercés par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 9. En cas de réclamation relative à la protection des données, vous disposez également du droit de contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

☐ En cochant cette case, j'accepte de communiquer aux électeurs les informations contenues dans le présent curriculum vitae

1/ IDENTITÉ DU CANDIDAT
NOM :
Nom de naissance :
Prénom :
2/ MANDATS EXERCÉS (ACTUELLEMENT OU ANTERIEUREMENT)

Conformément au règlement électoral, le CV doit mentionner **obligatoirement** les mandats en cours ainsi que les mandats antérieurement exercés au sein de conseils d'administrations de mutuelles, unions ou fédérations.

Les administrateurs ne peuvent appartenir simultanément à plus de cinq conseils d'administration de mutuelles, unions et fédérations en application de l'article L114-23 du Code de la Mutualité.

Dénomination sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme (<i>Mutuelle, Union de Mutuelles, Fédération de mutuelles, Institution de prévoyance, société...</i>)	Fonction (<i>ex : Administrateur, membre du Bureau, délégué ...</i>)	Mandat en cours (<i>Oui / Non</i>)	Année de début de mandat	Année de fin de mandat

3/ EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

SITUATION ACTUELLE :

☐ Actif

☐ Retraité

☐ Autre, préciser : _____

Les professions exercées au cours des 10 dernières années doivent être obligatoirement déclarées.

Profession	Employeur ou entreprise (dénomination sociale et SIRET)	Période d'exercice

4/ FORMATIONS, DIPLÔMES OU CERTIFICATIONS

Les formations suivies au cours des 10 dernières années en France ou à l'Etranger et diplômes ou certifications obtenus doivent être obligatoirement déclarées.

	Intitulé de la formation ou du diplôme ou de la certification	Durée de la formation	Année(s) de formation
Formation initiale			
Formations suivies au cours des 10 dernières années, diplômes ou certifications obtenus			

Fait à :

Date et signature (obligatoires) :

¹ Les informations déclarées dans le curriculum vitae ci-dessus seront communiquées à tous les électeurs dès lors que le candidat y aura expressément consenti, dans le respect des règles sur la protection des données personnelles.

Les informations sont traitées par MHM, responsable du traitement, afin d'organiser l'appel à candidatures en vue des élections des administrateurs du Conseil d'administration de MHM. Elles sont destinées exclusivement aux membres habilités du personnel du responsable du traitement et, le cas échéant, à son prestataire en charge du système de vote électronique et sont conservées pendant le strict délai nécessaire à la finalité susvisée pour laquelle elles sont collectées.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement de vos données et de décider du sort de celles-ci, post-mortem. Vous disposez également d'un droit de vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière et de limiter le traitement dont vous faites l'objet dans les limites fixées par la loi. Ces droits peuvent être exercés par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 9. En cas de réclamation relative à la protection des données, vous disposez également du droit de contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

ATTENTION !
Date limite de réception :
7 avril 2026

DECLARATION DE NON CONDAMNATION

I de l'article L.114-21 du Code de la Mutualité

Je soussigné(e)

Né(e) le

à.....

Fils/Fille de (nom et prénoms du père) :.....

Et de (nom de famille et prénoms de la mère) :

demeurant

.....

Certifie ne pas avoir fait l'objet de condamnations visées au I de l'article L.114-21 du Code de la Mutualité

Fait à :

Date et signature (obligatoires) :

Les informations sont collectées et traitées par Malakoff Humanis Mutuelle, responsable de traitement, pour lequel vous exercerez votre mandat d'administrateur. Elles sont nécessaires à l'exécution des obligations légales en termes de gouvernance des organismes du groupe : elles visent à réaliser une évaluation de l'adéquation de la personne nommée ou renouvelée, au regard des critères d'honorabilité, de compétence et de connaissances, d'expérience et de disponibilité.

Conformément au règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 et à la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, le responsable de traitement limite la collecte des données personnelles aux seules informations nécessaires aux finalités visées ci-avant. La fourniture des informations demandées présente un caractère obligatoire et le défaut de réponse ne permet pas l'examen du dossier. Ces informations sont destinées aux membres habilités du personnel du responsable de traitement ainsi que s'il y a lieu à l'ACPR, au CTIP, à l'IGAS, à l'URSSAF, à l'administration fiscale et à la Cour des comptes. Elles sont conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à l'accomplissement de la finalité pour laquelle elles ont été collectées.

Conformément à la réglementation précitée, vous disposez d'un droit de demander l'accès, la rectification ou l'effacement de vos données, et de décider du sort de celles-ci, post-mortem. Vous disposez également d'un droit de vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière, et de limiter le traitement dont vous faites l'objet dans les limites fixées par la loi. Ces droits peuvent être exercés par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 9.

En cas de réclamation relative à la protection des données, vous disposez également du droit de contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) directement sur son site internet <https://www.cnil.fr/fr/agir> ou par courrier à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Déclaration sur l'honneur

(en application de la position de l'ACPR du 19 décembre 2019)

Je soussigné(e) [NOM] ¹ [Prénom] ¹,

[date de naissance] ¹,

demeurant [adresse] ¹ [code postal] ¹ [ville] ¹

atteste sur l'honneur :

- ne pas avoir commis d'infraction ayant donné lieu à une condamnation définitive depuis moins de dix ans, personnelle ou concernant une entité dans laquelle j'exerce ou j'ai exercé des fonctions d'administration ou de direction, ni avoir d'infraction ou de procédure définitives ou en cours manifestement susceptibles d'affecter mon honorabilité, me concernant personnellement ou concernant une entité dans laquelle j'exerce ou j'ai exercé les fonctions précitées, liées :
 - à la fraude, au blanchiment ou au financement du terrorisme, aux faits de corruption active ou passive, de trafic d'influence, de soustraction et de détournement de biens ;
 - aux infractions à la législation et à la réglementation des relations financières avec l'étranger ;
 - à des infractions fiscales pour manquement délibéré, abus de droit, manœuvres frauduleuses ou dissimulation d'une partie du prix stipulé dans un contrat ;
 - à des faux, à la falsification de titres ou autres valeurs fiduciaires émises par l'autorité publique, à la falsification des marques de l'autorité ;
 - à la participation à une association de malfaiteurs ;
 - à un trafic de stupéfiants ;
 - aux infractions de proxénétisme et de recours à la prostitution ;
 - aux conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité de la personne, de travail forcé, dissimulé et réduction en servitude ;
 - aux dispositions pénales de la législation sur les sociétés commerciales (abus de biens sociaux, abus de pouvoirs...) prévues au titre IV du livre II du code de commerce ;
 - à la faillite, à la banqueroute ;
 - à la pratique de prêt usuraire ;
 - à l'une des infractions à la législation sur les jeux d'argent et de hasard et les casinos ;
 - à l'absence de transparence et de coopération avec l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), le cas échéant ;
 - aux infractions à la protection des consommateurs pour pratiques commerciales interdites (déloyales, trompeuses ou agressives) ou pour abus de faiblesse.
- ne pas avoir de procédure disciplinaire en cours susceptible de conduire ou ayant conduit au prononcé d'une sanction de l'ACPR : avertissement, blâme, interdiction d'effectuer certaines opérations et toutes autres limitations dans l'exercice de l'activité, suspension temporaire, démission d'office, le cas échéant.
- ne pas avoir connaissance d'élément susceptible de mettre en cause ma bonne réputation.

Enfin, j'atteste que ma situation financière est conforme aux exigences de solidité telles qu'explicitées par l'ACPR dans sa Position du 19 décembre 2019 (absence de difficulté à honorer des dettes, investissements, expositions ou emprunts disproportionnés et risqués).

Par ailleurs, indépendamment de la signature périodique et au moins annuelle de la présente déclaration sur l'honneur, je suis informé(e) que, dans le cas où je serais élu(e), je devrai déclarer sans délai au Président de l'entité la survenance de tout élément nouveau (procédure et/ou difficulté financière) manifestement susceptible d'affecter mon honorabilité dans l'exercice de mes fonctions d'administrateur.

Je suis informé(e), dans le cas où je serais élu(e), que cette déclaration sera tenue à la disposition de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) pour ses besoins de contrôle*.

Fait à Le ¹/..../.....

Signature¹ :

** Tout candidat qui établit délibérément une fausse déclaration pour attester de faits inexacts commet un délit passible de sanctions pénales.*

Par ailleurs, conformément à l'article R. 612-29-3 du code monétaire et financier, l'ACPR peut suspendre un membre du conseil d'administration lorsqu'il ne remplit plus les conditions d'honorabilité, de compétence ou d'expérience requises par sa fonction et que l'urgence justifie cette mesure en vue d'assurer une gestion saine et prudente.

¹ Champs obligatoires – **Attention** : Le défaut de réponse aux champs ou à l'ensemble des champs d'une rubrique présentant un caractère obligatoire ne permet pas l'examen du dossier, considéré incomplet. – Toute candidature incomplète sera déclarée irrecevable

Les informations sont collectées et traitées par Malakoff Humanis Mutuelle, responsable de traitement, pour lequel vous exercerez, si vous êtes élu(e), votre mandat d'administrateur. Elles sont nécessaires à l'exécution des obligations légales en termes de gouvernance des organismes du groupe : elles visent à réaliser une évaluation de l'adéquation de la personne nommée ou renouvelée, au regard des critères d'honorabilité, de compétence et de connaissances, d'expérience et de disponibilité.

Conformément au règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 et à la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, le responsable de traitement limite la collecte des données personnelles aux seules informations nécessaires aux finalités visées ci-avant. La fourniture des informations demandées présente un caractère obligatoire et le défaut de réponse ne permet pas l'examen du dossier. Ces informations sont destinées aux membres habilités du personnel du responsable de traitement ainsi que, s'il y a lieu, à l'ACPR, au CTIP, à l'IGAS, à l'URSSAF, à l'administration fiscale et à la Cour des comptes. Elles sont conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à l'accomplissement de la finalité pour laquelle elles ont été collectées.

Conformément à la réglementation précitée, vous disposez d'un droit de demander l'accès, la rectification ou l'effacement de vos données, et de décider du sort de celles-ci, post-mortem. Vous disposez également d'un droit de vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière, et de limiter le traitement dont vous faites l'objet dans les limites fixées par la loi. Ces droits peuvent être exercés par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex9.

En cas de réclamation relative à la protection des données, vous disposez également du droit de contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) directement sur son site internet <https://www.cnil.fr/fr/agir> ou par courrier à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

MALAKOFF HUMANIS MUTUELLE
DECLARATION DE CANDIDATURE
AUX FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR

ATTENTION !
Date limite de réception :
7 avril 2026

Vous pouvez accompagner votre dossier d'une déclaration de candidature pour faire mention d'informations complémentaires que vous souhaitez porter à la connaissance des électeurs, notamment sur vos parcours et expériences, vos éventuels engagements sociaux et associatifs ainsi que les motivations de votre candidature.¹

☐ **En cochant cette case, j'accepte de communiquer aux électeurs les informations contenues dans la présente déclaration de candidature. Je m'assure que les données partagées ne contiennent pas de données sensibles ², conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles.**

NOM PRENOM :

Rédaction manuscrite ou dactylographiée en noir sur une page recto de papier blanc en format A4 maximum.

This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

Fait :

Date et signature (obligatoires) :

¹ Les informations déclarées dans la déclaration de candidature ci-dessus seront communiquées à tous les électeurs, dès lors que le candidat y aura expressément consenti, sans que le candidat puisse le contester, dans le respect des règles sur la protection des données personnelles.

Les informations sont traitées par Malakoff Humanis Mutuelle, responsable du traitement, afin d'organiser l'appel à candidatures en vue des élections des administrateurs du Conseil d'administration de MHM. Elles sont destinées exclusivement aux membres habilités du personnel du responsable du traitement et, le cas échéant, à son prestataire en charge du système de vote électronique et sont conservées pendant le strict délai nécessaire à la finalité susvisée pour laquelle elles sont collectées.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement de vos données et de décider du sort de celles-ci, post-mortem. Vous disposez également d'un droit de vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière et de limiter le traitement dont vous faites l'objet dans les limites fixées par la loi. Ces droits peuvent être exercés par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 9. En cas de réclamation relative à la protection des données, vous disposez également du droit de contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenay – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

² Les données sensibles sont les données qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, les données génétiques, les données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, concernant la santé, la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle.